

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Bretagne

Lorient, le 2 avril 2010

Unité Territoriale du Morbihan  
34 Rue Jules Legrand  
56100 LORIENT  
Téléphone: 02 97 84 19 20  
Télécopie : 02 97 21 31 72

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**O B J E T :** Installations classées pour la protection de l'environnement.  
Société KERLYS à LOCOAL-MENDON.  
Extension du plan d'épandage.

**Référence :** Votre transmission en date du 28 septembre 2009.

**P. Jointe :** Projet d'arrêté complémentaire.

Le présent rapport fait suite au dossier déposé par la société KERLYS au titre de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement, en vue de l'extension du plan d'épandage des effluents et épluchures issus de son usine de LOCOAL-MENDON.

**1°) SITUATION ADMINISTRATIVE.**

La société KERLYS exploite à LOCOAL-MENDON une conserverie de légumes autorisée par arrêté préfectoral du 17 juillet 2008 à hauteur de 60 000 tonnes nettes de légumes réceptionnés par an.

**2°) PLAN D'ÉPANDAGE ACTUEL.**

La société KERLYS procède à l'épandage de ses effluents et d'une partie de ses déchets de légumes sur un périmètre autorisé de 818 hectares aptes à l'épandage. L'autre part des déchets de légumes est valorisée en alimentation animale. Les eaux industrielles, d'un volume annuel maximum de 420 500 m<sup>3</sup>, sont essentiellement les eaux issues du lavage des légumes et des installations, ainsi que les eaux servant à la préparation des légumes (blanchiment, ...).

Présent  
pour  
l'avenir

Les flux maximaux annuels à épandre sont de 63 tonnes d'azote, 21 tonnes de phosphore ( $P_2O_5$ ) et 95 tonnes de potassium ( $K_2O$ ).

Les épandages doivent être menés en conformité avec la réglementation, en particulier avec les dispositions du chapitre 8.1 de l'arrêté d'autorisation, notamment : analyse des produits épandus, intérêt agronomique des doses et des périodes d'apport, établissement d'un programme prévisionnel avec les prêteurs de terre tenant compte des autres apports, signature de conventions avec les prêteurs de terre, distances d'éloignement des habitations et des cours d'eau, fourniture d'un bilan agronomique annuel. Une capacité de stockage des effluents en période défavorable à l'épandage, ou en période d'interdiction, est également imposée (19 000 m<sup>3</sup>).

Les effluents sont acheminés au niveau des parcelles par un réseau enterré. Les parcelles sont situées sur les communes de Belz, LOCOAL-MENDON, ERDEVEN et PLOEMEL et touchent 21 exploitations agricoles. Elles sont situées hors zone d'excédent structurel (ZES) et hors zone d'action complémentaire (ZAC).

L'étude préalable à l'autorisation du plan d'épandage a montré que l'équilibre de la fertilisation pouvait être respecté sur le périmètre, avec notamment des apports totaux (effluents et déchets de légumes de KERLYS + déjections animales) de l'ordre de 151 kg d'azote par hectare et de 64 kg de  $P_2O_5$  par hectare.

### **3°) MODIFICATIONS ENVISAGÉES.**

L'exploitant souhaite étendre son plan d'épandage en y intégrant de nouvelles parcelles totalisant 67,8 hectares aptes à l'épandage, sur les communes de BRECH, LOCOAL-MENDON et PLOEMEL. Le périmètre étendu concernerait toujours 21 exploitations agricoles.

Les parcelles ont fait l'objet d'une étude pédologique afin de déterminer leur aptitude à l'épandage. Une mise à jour des bilans de fertilisation des exploitations agricoles concernées a été menée.

Les flux fertilisants maximaux en azote, phosphore et potasse issus de l'usine KERLYS ne sont pas modifiés.

A cette fin, il a déposé un dossier décrivant ces modifications et leur impact sur les intérêts protégés par la réglementation des installations classées, conformément aux dispositions prévues par l'article R.512-33 du Code de l'Environnement.

### **4°) IMPACTS NOUVEAUX GÉNÉRÉS PAR LES MODIFICATIONS.**

L'étude préalable à l'extension du plan d'épandage produite par la société KERLYS à l'appui de sa demande indique que les surfaces retenues ne sont pas situées dans des zones faisant l'objet d'un classement ou d'une protection particulière (zones naturelles, zones de protection conchylicole, périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable, distances d'exclusion réglementaire). Elles ont par ailleurs fait l'objet d'une étude pédologique pour exclure les surfaces inaptes.

L'extension représenterait une augmentation de 8% des surfaces aptes à l'épandage des effluents et déchets de légumes de KERLYS, sans augmentation des flux à épandre. La capacité d'accueil du périmètre serait augmentée de 8,9 tonnes en azote, 2,4 tonnes en  $P_2O_5$  et 7 tonnes en  $K_2O$ , soit une capacité pour l'ensemble du périmètre de 126,7 tonnes, 39,4 tonnes et 105,9 tonnes, respectivement, à comparer aux flux à épandre : 63 tonnes, 21,1 tonnes et 95 tonnes.

##### **5°) AVIS DE LA COMMUNE DE BRECH.**

L'avis de la Mairie de BRECH, nouvellement intégrée au plan d'épandage, a été sollicité sur le projet de la société KERLYS.

Elle a indiqué dans sa réponse datée du 11 février 2010 que les parcelles cadastrées ZV 62 et ZV 132, exploitées en prairie et faisant partie du projet d'extension, seraient très humides.

Seule la parcelle ZV 62 est incluse dans le projet de périmètre étendu.

En réponse, la société KERLYS a fourni un argumentaire indiquant que le classement d'une parcelle dans l'inventaire des zones humides, ce qui est le cas de la parcelle ZV 62, ne justifie pas à lui seul l'inaptitude à l'épandage. Elle s'appuie sur les éléments suivants :

- il n'existe pas de restrictions réglementaires particulières relatives aux épandages agricoles en zones humides, pour des parcelles régulièrement exploitées et cultivées ;
- l'activité agricole est compatible avec la préservation et la gestion des zones humides, notamment le fauchage et le pâturage ;
- la parcelle ZV 62, comme l'ensemble des parcelles de l'extension du périmètre, a fait l'objet d'une étude agro-pédologique, avec sondages à la tarière à main de 120 cm réalisés avec une densité d'un sondage par hectare environ. Ces sondages sont complétés par les observations réalisées lors du parcours des parcelles : état de surface, état des cultures, observation géomorphologique ;
- une partie de la parcelle ZV 62, représentant 2,18 ha, a en effet été classée comme inapte à l'épandage, du fait de son hydromorphie rencontrée dès la surface. L'autre partie, représentant 2,0 ha, a été classée en secteur d'aptitude 1, soit aptitude moyenne à l'épandage, avec une hydromorphie rencontrée au-delà de 30 cm ;
- les parcelles classées en aptitude 1 ne font l'objet d'épandages qu'en période climatiquement favorable, quand les sols se sont ressuyés ;
- l'exploitation des parcelles agricoles en zone humide (les moins humides) permet de maintenir une diversité écologique.

##### **6°) AVIS DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER (DDTM).**

La DDTM a été consultée sur le projet de la société KERLYS. Elle ne s'est pas prononcée.

##### **7°) ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.**

L'étude produite par la société KERLYS à l'appui de sa demande est conforme aux exigences de la réglementation relative aux installations classées, en particulier à la section IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Elle ne met pas en évidence d'impact ou d'inconvénient nouveau par rapport au plan d'épandage actuellement autorisé.

L'augmentation de la surface disponible pour les épandages de la société KERLYS à flux produit constant va dans le sens d'une augmentation de la marge de sécurité dans la gestion des épandages et du respect de l'équilibre de la fertilisation.

Le projet de la société KERLYS est conforme au programme d'action pour la lutte contre la pollution contre les nitrates d'origine agricole, pris par arrêté préfectoral du 29 juillet 2009. Il est par ailleurs

compatible avec les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne.

Concernant la procédure administrative applicable, l'extension du plan d'épandage représente une augmentation de 67,8 ha sur un périmètre actuellement autorisé de 818 ha, soit 8% d'augmentation. Sauf situation générant des dangers ou inconvénients particuliers, les variations de surface de cette ampleur ne sont pas considérées comme devant faire l'objet d'une nouvelle enquête publique.

Concernant le point soulevé par la commune de BREC'H et les arguments apportés en réponse par la société KERLYS, il nous semble important de recueillir l'avis des membres du CODERST sur la compatibilité entre le classement d'une parcelle dans un inventaire de zone humide et son intégration à un plan d'épandage. C'est en effet une question qui sera amenée à revenir régulièrement lors de l'instruction des plans d'épandage, avec le nombre croissant d'inventaires de zones humides réalisés par les communes.

Dans l'attente de l'avis du CODERST, voire d'un positionnement harmonisé au niveau régional, nous vous proposons à ce stade, et sans se prononcer sur le fond, de ne pas intégrer la parcelle ZV 62 au plan d'épandage de la société KERLYS.

#### **8°) PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.**

Au vu des éléments développés ci-dessus et en application de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement, nous vous proposons de notifier à la société KERLYS un arrêté complémentaire encadrant les conditions d'épandage de ses effluents et déchets de légumes sur le périmètre étendu tel que sollicité, à l'exception de la parcelle ZV 62.

Un projet d'arrêté complémentaire en ce sens est joint au présent rapport.